

# WildLeaks, une plate-forme pour les lanceurs d'alerte sur l'environnement

**Destiné à recueillir de façon sécurisée des alertes sur des atteintes aux animaux sauvages ou des trafics, ce réseau, lancé en 2014, a reçu jusqu'ici 300 informations.**

Par Marion Douet (Nairobi, correspondance) – Publié le 28 décembre 2020 à 12h04, mis à jour le 12 janvier 2021

Temps de Lecture 2 min.



Manifestation contre le braconnage d'espèces sauvages le 13 avril 2019 à Nairobi. YASUYOSHI CHIBA / AFP

« *La toute première plate-forme de lanceurs d'alerte consacrée aux crimes contre l'environnement.* » C'est ainsi que se définit WildLeaks (« Fuites sauvages »), nommée ainsi en écho à WikiLeaks. Lancée en 2014, l'initiative a publié en septembre son premier rapport d'activité depuis sa création.

Au total, la plate-forme indique avoir reçu, en six ans, plus de trois cents « fuites », réceptionnées de manière anonyme par le biais d'un site Web uniquement accessible à travers le navigateur Tor.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Au cœur de l'Afrique, une ONG en guerre au nom de la nature

« *Notre première fuite est arrivée un jour après sa création, se félicite son créateur Andrea Crosta, ensuite nous avons eu plusieurs vagues, notamment après The Ivory Game [un documentaire réalisé en 2016, diffusé par Netflix et coproduit par Leonardo DiCaprio, dans lequel apparaît WildLeaks] et d'autres couvertures médiatiques.* »

## **Orangs-outans, loups, bois...**

Parmi ces trois cents « pistons » on trouve, pêle-mêle, des alertes concernant des chargements illégaux d'orangs-outans vivants en Thaïlande, de l'abattage de loups dans le parc national américain de Yellowstone, du trafic de bois au Mozambique, ou encore de la vente d'écaillés de pangolin en Côte d'Ivoire et d'os de tigre à San Francisco. A chaque fois, le lanceur d'alerte reste anonyme et ne peut être contacté ultérieurement qu'à travers un système sécurisé.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Contre le braconnage, les défenseurs de l'environnement se lancent dans l'espionnage

Seulement soixante-dix de ces fuites se sont révélées intéressantes ou utiles, note cependant l'ONG Earth League International (ELI), la structure derrière WildLeaks. Une de ses plus grandes fiertés : Green Mile Safari. WildLeaks a reçu, puis publié, en mai 2016, une vidéo montrant des clients de cette compagnie de safaris pratiquant illégalement la chasse au trophée en Tanzanie, où cette pratique est autorisée mais soumise à une législation.

Sur la vidéo, on peut voir ces « touristes » tirer à l'arme automatique sur des buffles, rouler sur une antilope ou encore attraper un jeune zèbre par la gorge afin de poser avec lui en photo. Après la diffusion de la vidéo, la compagnie, enregistrée à Abou Dhabi (Emirats arabes unis), a été interdite dans le pays.

## **Enquêtes au long cours**

*« Dans le cas de Green Mile, nous n'avons fait que partager la vidéo. Mais d'autres fois, les fuites nous permettent de démarrer des investigations »,* poursuit Andrea Crosta, également fondateur d'Earth League International. Cette ONG, implantée à Los Angeles, mène des enquêtes au long cours sur des réseaux de trafic d'espèces protégées. Comme de nombreuses organisations ces dernières années, ELI s'est spécialisée sur ce créneau en plein boom, à mi-chemin entre la conservation et le renseignement.

Lire aussi Le trafic d'espèces menacées en 10 chiffres (effrayants)

*« Nous intervenons beaucoup en Amérique latine sur le trafic de jaguars, mais aussi en Asie, sur l'ivoire. Nous avons une dizaine d'enquêteurs qui travaillent sous couverture, tous asiatiques et qui parlent tous le chinois »,* ajoute cet Italien, qui fut consultant pour des fournisseurs de logiciels utilisés dans le renseignement et qui estime, sans plaisanter, *« faire du renseignement comme à la CIA »*. Des enquêtes en cours, il ne dira d'ailleurs mot, *« pour raison de sécurité »*.

Les lanceurs d'alerte sont peu nombreux dans les pays les plus durement touchés par le trafic d'espèces protégées. Dans ces Etats, le plus souvent en développement, la loi et le système judiciaire leur garantissent rarement une protection. *« Un jour, un procureur en Tanzanie m'a raconté qu'il n'y avait pas de lanceurs d'alerte dans son pays car ils finissaient tous morts »,* raconte, interrogé sur ces informateurs de l'ombre, un officier américain du renseignement qui a travaillé en Afrique de l'Est. Avec sa plate-forme en ligne, WildLeaks entend leur offrir un forum anonyme, malgré les risques.